

BURKINA FASO

Unité – Progrès – Justice



**MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES
ET DE LA PROSPECTIVE**

COMITE NATIONAL DE LA DETTE PUBLIQUE (CNDP)

STRATEGIE DE GESTION DE LA DETTE A MOYEN TERME (SDMT) 2023 – 2025

Août 2022

Sommaire

INTRODUCTION.....	4
I- OBJECTIFS DE LA GESTION DE LA DETTE ET CHAMP D'APPLICATION DE LA STRATEGIE DE GESTION DE LA DETTE A MOYEN TERME 2023-2025	4
II- DESCRIPTION ET ANALYSE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE EXISTANTE	5
III- CONTEXTE MACROECONOMIQUE.....	10
IV- SOURCES DE NOUVEAUX FINANCEMENTS.....	12
V- AXES DE LA STRATEGIE DE GESTION DE LA DETTE	16
VI- PLAN ANNUEL DE FINANCEMENT 2023	22
CONCLUSION	24

SIGLES ET ABREVIATIONS

ACA	Agence pour l'assurance du Commerce en Afrique
AFD :	Agence Française de Développement
AID ou IDA :	Association Internationale de Développement
AN :	Assemblée Nationale
ARC	African Risk Capacity
BAD :	Banque Africaine de Développement
BADEA :	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BDP :	Balance des Paiements
BEI	Banque Européenne d'Investissement
BID :	Banque Islamique de Développement
BIDC	Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO
BOAD :	Banque Ouest Africaine de Développement
BRICS :	Brésil, Russie, Chine, Inde et Afrique du Sud
CNDP :	Comité National de la Dette Publique
CNY ou Yuan ou renminbi	Monnaie de la République Populaire de Chine
COVID-19 :	Maladie à Corona Virus
CPC	Comité de Prévision et de Conjoncture
DTS :	Droits de Tirage Spéciaux
EUR	euro
FAD :	Fonds Africain de Développement
FADD	Fonds d'Abu Dhabi pour le Développement
FEC	Facilité Elargie de Crédit
FIDA :	Fonds International de Développement Agricole
FKDEA :	Fonds Koweïtien pour le Développement Economique Arabe
FMI :	Fonds Monétaire International
FSD :	Fonds Saoudien de Développement
FVC	Fonds Vert pour le Climat
GBP	Great Britain pound ou l'unité monétaire du Royaume Uni
IDE	Investissements Directs Etrangers
KWD	Dinar koweïtien
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
OFID :	Fonds de l'OPEP pour le Développement International
PAT	Plan d'Actions de la Transition
PIB :	Produit Intérieur Brut
PNDES :	Plan National de Développement Economique et Social
PPP	Partenariat Public-Privé
SDMT :	Stratégie de Gestion de la Dette à Moyen Terme
SNCD	Stratégie Nationale de Coopération au Développement
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA :	Union Monétaire Ouest Africaine
USD ou \$US :	Dollar des Etats-Unis d'Amérique
XOF ou FCFA :	Franc de la Communauté Financière en Afrique
YEN	Devise du Japon

INTRODUCTION

En 2021, l'Etat burkinabè s'est doté d'un nouveau référentiel de développement socioéconomique, le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES II) pour la période 2021-2025. Ce référentiel affiche les ambitions du Gouvernement en matière d'investissements publics sur cette période.

Avec le changement institutionnel intervenu le 24 janvier 2022 et marqué par une Transition politique, un document de planification s'appuyant sur le PNDES II a été élaboré par le Gouvernement. Ce document qui tire également ses fondements de l'Agenda de la Transition est le Plan d'Actions de la Transition (PAT) 2022-2025. Il est structuré autour de quatre (04) piliers fondamentaux sous lesquels se retrouvent les axes et objectifs stratégiques du PNDES II.

Le schéma de financement du PAT prévoit deux principales sources à savoir les ressources propres pour 46,03% du coût total (5 446,45 milliards FCFA) et les ressources extérieures pour 28,64% (3 391,39 milliards FCFA) sur la base des conventions déjà conclues avec les partenaires au développement. Il se dégage un besoin de financement de 25,33% (2 999,20 milliards de FCFA) à rechercher.

La Stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) 2023-2025 vise à combler ce besoin de financement notamment par le recours à un endettement efficient et qui ne compromettrait pas à terme la viabilité de la dette publique.

Ainsi, le présent document constitue un important instrument pour le Gouvernement et notamment pour le Comité National de la Dette Publique (CNDP) dans la supervision des actes d'endettement public et pour une meilleure gestion de la dette publique au cours de la période 2023-2025. Il s'articule autour des points suivants :

- objectifs de la gestion de la dette et champ d'application ;
- description et analyse du portefeuille de la dette existante ;
- contexte macroéconomique ;
- sources des nouveaux financements ;
- axes stratégiques ;
- plan annuel de financement 2023 ;
- conclusions et recommandations.

I- OBJECTIFS DE LA GESTION DE LA DETTE ET CHAMP D'APPLICATION DE LA STRATEGIE DE GESTION DE LA DETTE A MOYEN TERME 2023-2025

Les objectifs de gestion de la dette poursuivis par la présente stratégie demeurent globalement ceux de la politique nationale d'endettement public et de gestion de la dette publique. Il s'agit en effet, de satisfaire les besoins de financement de l'Etat tout en lui permettant de faire face à ses obligations de paiement au moindre coût possible en maintenant les risques à un niveau satisfaisant et en réalisant les autres objectifs des Autorités, notamment le développement des marchés financiers.

Ces objectifs, repris par les différentes lois de finances, constituent un repère de contrôle du Parlement sur l'action gouvernementale en matière de gestion de la dette.

La SDMT 2023-2025 qui traduit la volonté du Gouvernement de parvenir à une gestion optimale de la dette publique et conforme aux standards internationaux constitue un plan d'endettement dont la mise en œuvre contribuera à atteindre les objectifs assignés à la gestion de la dette publique. Elle est également un document de plaidoyer auprès des Partenaires Techniques et Financiers (PTF).

La stratégie a pour périmètre de couverture la dette extérieure et intérieure de l'Administration centrale, la dette extérieure des démembrements de l'Etat¹ et la dette publiquement garantie par l'Etat (dette extérieure et dette intérieure).

La dette extérieure comprend la dette libellée en devises et contractée auprès des créanciers multilatéraux, des créanciers bilatéraux et des banques internationales. La dette intérieure, libellée en FCFA, est composée des titres publics (bons et obligations du Trésor) émis sur le marché financier régional, des prêts contractés auprès des banques locales et des institutions non financières, des prêts de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et du Fonds Monétaire International (FMI) (allocations DTS et appuis budgétaires).

II- DESCRIPTION ET ANALYSE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE EXISTANTE

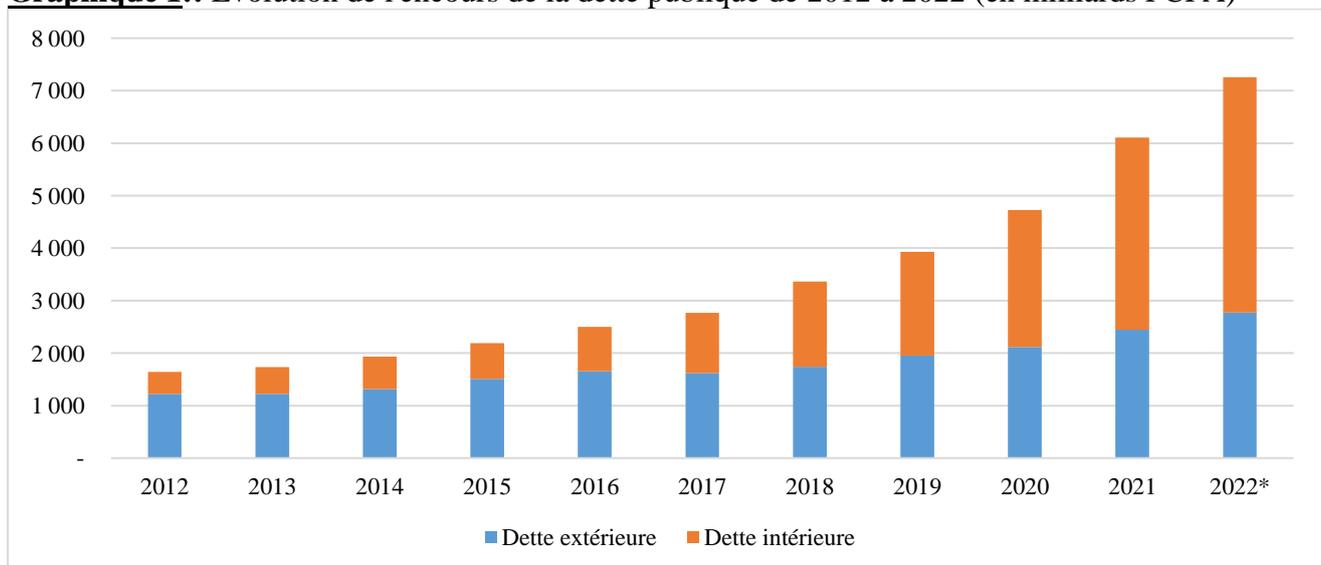
La description et l'analyse du portefeuille de la dette existante s'articulent autour des points suivants :

- encours de la dette publique par source de financement ;
- structure du portefeuille de la dette publique par devises ;
- évolution du service de la dette publique ;
- profil de remboursement ;
- analyse des coûts et risques liés au stock de la dette existante.

3.1. Encours de la dette publique par source de financement

L'encours de la dette publique est passé de **1 642,25** milliards de FCFA en 2012 à **7 255,16** milliards de FCFA en 2022, en accroissement annuel moyen de 16,2% tiré principalement par celui de la dette intérieure (27,0%). En effet, l'accroissement de l'encours de la dette intérieure est impulsé par le recours de plus en plus important à des financements intérieurs (émissions de Bons et Obligations du Trésor) pour couvrir les besoins croissants en matière d'investissements publics et faire face aux besoins de trésorerie.

Graphique 1:: Evolution de l'encours de la dette publique de 2012 à 2022 (en milliards FCFA)



*2022 projeté

Source : Cellule technique d'endettement

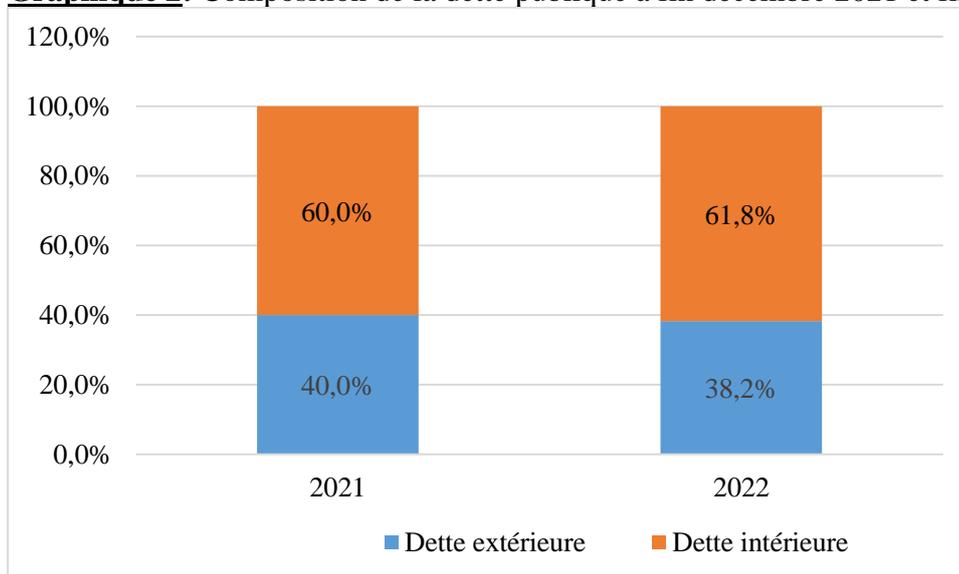
¹ L'option a été délibérément faite d'intégrer la dette extérieure des démembrements de l'Etat (Collectivités Territoriales et Sociétés d'Etat) sans pour autant prendre leurs recettes en contrepartie.

L'encours de la dette est projeté à fin décembre 2022 en prenant en compte les hypothèses de décaissements et d'amortissement. Ainsi, cet encours se situerait à **7 255,16** milliards FCFA, contre **6 107,10** milliards FCFA une année plus tôt, soit une croissance de 18,8%. Il serait constitué de dette extérieure et intérieure pour des montants respectifs de **2 773,38** milliards FCFA (38,2%) et **4 481,77** milliards FCFA (61,8%). Cet accroissement serait imputable aussi bien à sa composante intérieure (+22,4%) qu'extérieure (+13,4%).

La dette extérieure reste dominée par les créanciers multilatéraux dont l'encours à fin 2022 est projeté à 2 315,75 milliards FCFA, soit 83,5% du stock. Les créanciers bilatéraux et commerciaux, quant à eux ne représentent que 16,5% de la dette extérieure. Cela dénote du poids significatif de la dette concessionnelle du fait des conditions favorables offertes par les créanciers multilatéraux.

S'agissant de la dette intérieure, à fin décembre 2022, son encours augmenterait de 22,4% par rapport à son niveau à fin 2021 où il était de 3 661,99 milliards FCFA. L'encours des titres publics s'élèverait à 3 354,18 milliards FCFA représentant 74,8% du volume de la dette intérieure et 46,2% de la dette publique totale.

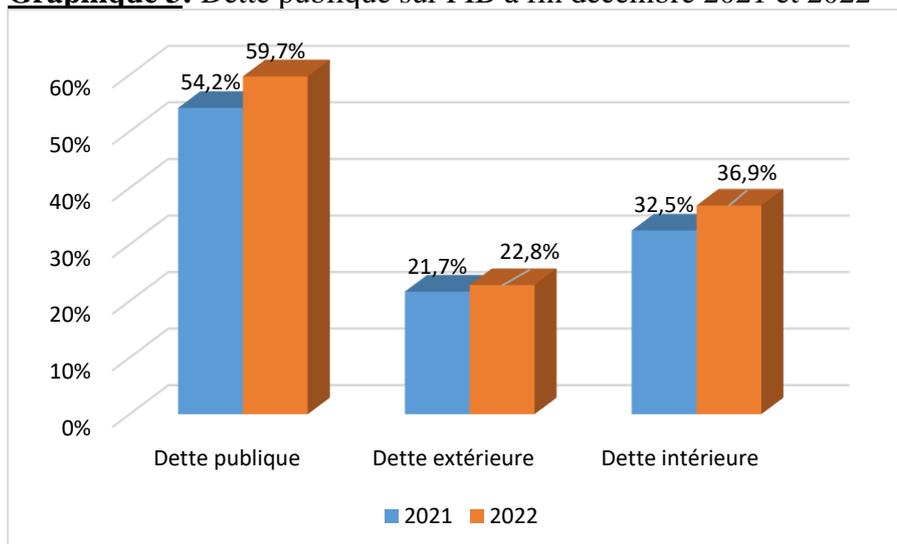
Graphique 2: Composition de la dette publique à fin décembre 2021 et fin décembre 2022



Source : Cellule technique d'endettement

Le ratio d'endettement (Encours de la dette / PIB) ressortirait à 59,7% en 2022 en hausse de 5,5 points de pourcentage par rapport à son niveau de 2021. Il se décomposerait en dette extérieure et intérieure avec respectivement 22,8% et 36,9% contre 21,7% et 32,5% une année plus tôt.

Graphique 3: Dette publique sur PIB à fin décembre 2021 et 2022



Source : Cellule technique d'endettement

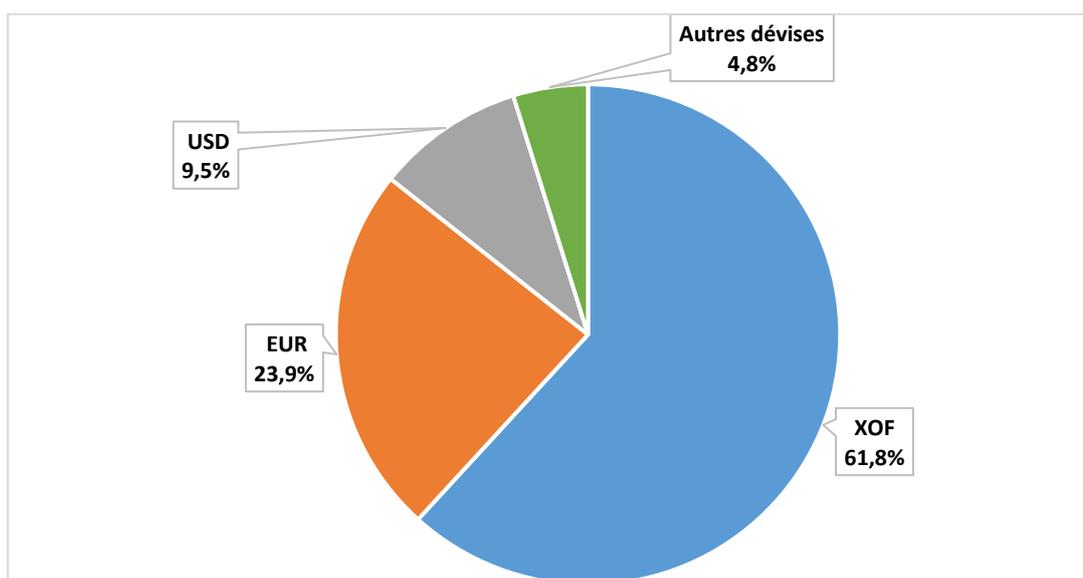
3.2. Structure du portefeuille de la dette publique par devises en 2022

La décomposition par devises du stock de la dette publique indique une prédominance du FCFA (61,8%), suivi de l'Euro (23,9%) et du Dollars des Etats-Unis (9,5%).

La dette extérieure, libellée en devises étrangères (Euro, Dollar, Rial saoudien, Dinar koweïtien, etc.), est majoritairement constituée de dette multilatérale (83,5%). La dette bilatérale et la dette commerciale ne totalisent que 16,5% de la dette extérieure.

Quant à la dette intérieure, elle est libellée en monnaie locale et est constituée majoritairement de titres publics (74,8%). Le critère retenu pour la distinction entre la dette extérieure et intérieure étant celui de la monnaie, les prêts auprès du FMI et de la BOAD sont inclus dans le champ de la dette intérieure.

Graphique 4: Proportion de la dette libellée en devises à fin décembre 2022



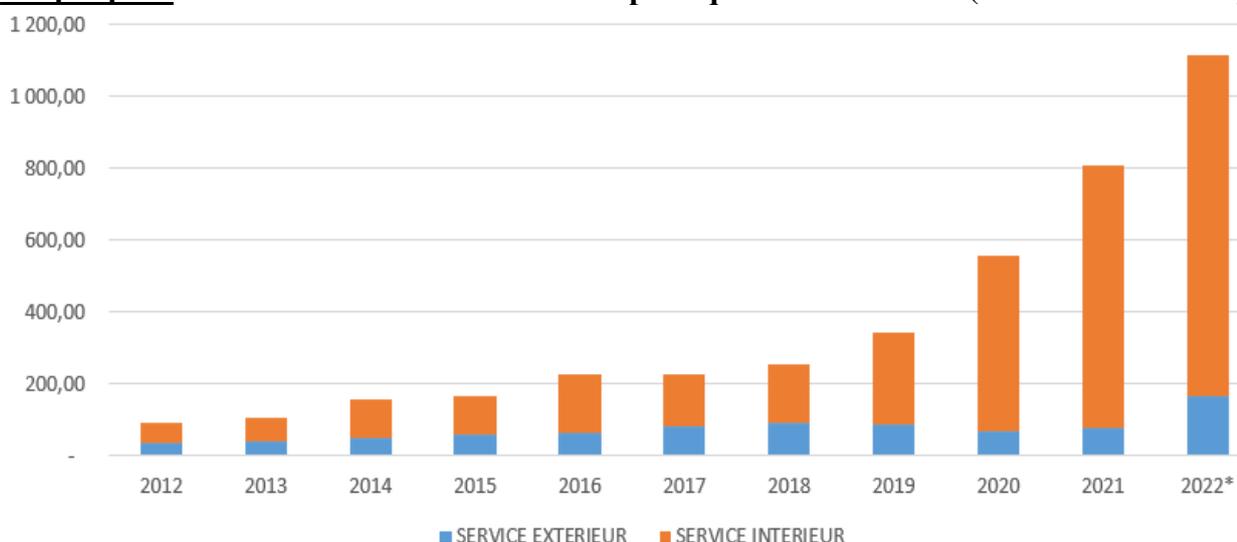
Source : Cellule technique d'endettement

3.3. Evolution du service de la dette publique

Les fluctuations observées dans l'évolution de l'encours de la dette ont eu un impact significatif sur l'évolution du service de la dette publique. Ainsi, sur la période 2012-2022, il ressort un accroissement plus accentué du service de la dette intérieure (+36,1% en moyenne annuelle) par rapport à celui de la dette extérieure (+20,2% en moyenne annuelle). Ainsi, le service total de la dette est passé de 92,54 milliards de FCFA en 2012 à 229,30 milliards de FCFA en 2017 pour s'établir à 1 115,4 milliards de FCFA en 2022, soit une progression annuelle moyenne de 29,7%.

Le service de la dette publique en 2022 serait en hausse de 38,2% par rapport à 2021 (807,00 milliards FCFA). Il se décomposerait en dette extérieure et intérieure pour des montants respectifs de 166,62 milliards FCFA (14,9%) et 948,8 milliards FCFA (85,1%). La hausse du service de la dette intérieure serait essentiellement imputable aux différentes opérations de mobilisation des financements sur le marché monétaire et financier sous régional.

Graphique 5: Evolution du service de la dette publique de 2012 à 2022 (en milliards FCFA)



*service projeté

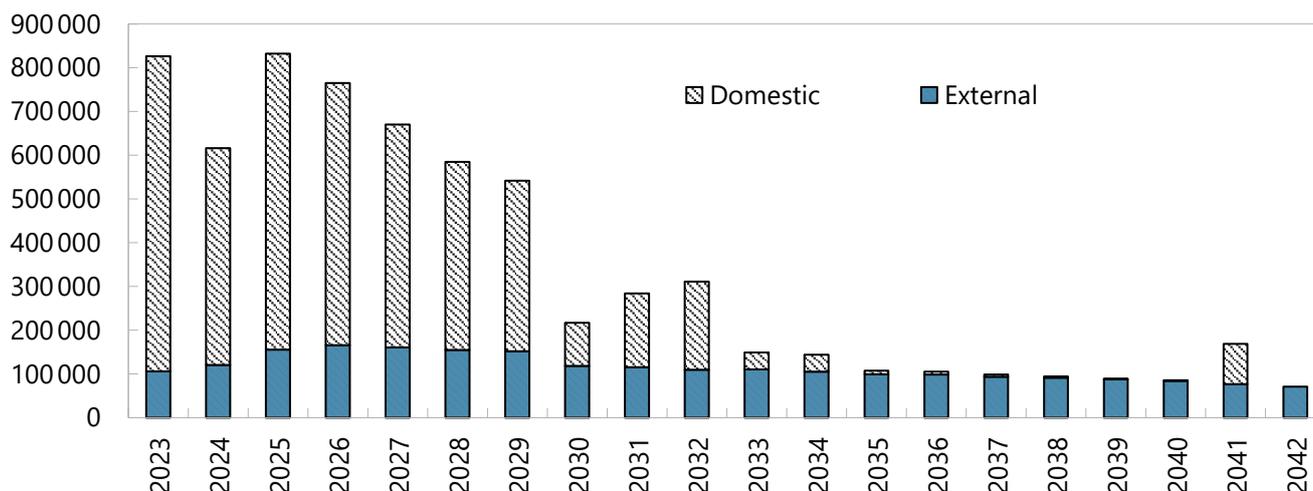
Source : Cellule technique d'endettement

3.4. Profil de remboursement

Le profil de remboursement de la dette actuelle est décrit par le graphique ci-dessous. L'analyse de ce graphique montre un risque de refinancement de la dette publique sur les trois (03) prochaines années (2023-2025). Ce risque est imputable essentiellement à la concentration des échéances de remboursement des titres publics.

En 2023, la dette intérieure à rembourser serait de 720,40 milliards FCFA contre 106,08 milliards FCFA pour la dette extérieure, soit respectivement en valeur relative 87,2% et 12,8%.

Graphique 6: Profil de remboursement de la dette à fin 2022 (en millions de FCFA)



Source : Cellule technique d'endettement

3.5. Analyse des coûts et risques du portefeuille de la dette publique à fin décembre 2022

L'analyse de ces indicateurs permet d'apprécier les vulnérabilités liées à la composition du portefeuille selon l'origine et le type de créanciers, les devises et les échéanciers y relatifs ainsi que les indicateurs de risques relatifs à ces devises.

Le taux d'intérêt moyen pondéré du portefeuille de la dette publique ressortirait à 3,9%, expliqué par les coûts relativement plus élevés de la dette publique intérieure (5,5%) par rapport à ceux de la dette publique extérieure (1,3%). La dette intérieure, constituée à 74,8% de titres publics émis sur le marché des capitaux sous régional, coûte quatre fois plus chère que la dette extérieure.

Le risque de refinancement du portefeuille reflète l'exposition à l'incapacité de refinancer la dette aux mêmes conditions. Il est mesuré entre autres par le temps moyen nécessaire au remboursement total du portefeuille de la dette. La maturité moyenne du portefeuille serait de 7,5 ans et la proportion arrivant à échéance en un an représente 11,2% de la dette totale. La maturité moyenne de la composante intérieure ressort à 4,25 ans et 16,1% de cette composante arrive à échéance dans l'année.

Le risque de taux d'intérêt représente l'exposition du portefeuille aux variations des taux d'intérêt du marché. La dette à refixer en 2023 est estimée à 13,9% du stock. Elle est tirée essentiellement par le niveau élevé de la proportion de la dette intérieure à refixer dans l'année à de nouveaux taux d'intérêt (16,1%).

Le risque de taux de change représente l'exposition du portefeuille aux variations du taux de change. Une forte proportion du portefeuille de la dette publique (38,2%) est libellée en devises étrangères dont 14,3% évoluant en corrélation avec le dollar US et 23,9% en Euro. La proportion de la dette libellée en Euro atténue l'exposition au risque de change du fait de la fixité de la parité entre le FCFA et l'Euro.

Aussi, l'appartenance du Burkina Faso à la zone communautaire UEMOA où les réserves de change sont communes, contribue à limiter les risques liés à l'insuffisance de devises pour faire face au règlement du service de la dette extérieure.

Tableau 1: Indicateurs des coûts et risques de la dette existante à fin 2022

Indicateurs de risques		Dettes extérieures	Dettes intérieures	Dettes totales
Encours en millions de FCFA		2 773 384,39	4 481 773,44	7 255 157,83
Taux de change nominal FCFA/USD		638,85		
Encours en millions de dollar US		4 341,24	7 015,41	11 356,65
PIB nominal en millions de FCFA		12 145 856,46		
Encours en % du PIB		22,8	36,9	59,7
Valeur actuelle de la dette en % du PIB		14,8	36,9	51,7
Coût de la dette	Intérêts en % du PIB	0,3	2,0	2,3
	Taux d'intérêt moyen en %	1,3	5,5	3,9
Risque de refinancement	Maturité Moyenne du portefeuille de la dette totale (années)	12,59	4,25	7,55
	Dettes arrivant à échéance en une année (% du total)	3,62	16,1	11,2
	Dettes arrivant à échéance en une année (% du PIB)	0,873	5,9	6,8
Risque de taux d'intérêt	Temps moyen de refixation du taux d'intérêt (en années)	12,314	4,3	7,4
	Dettes à refixer dans un an (en % du total)	10,6	16,1	13,9
	Dettes à taux fixe (en % du total)	92,7	100,0	97,1
	Bons du Trésor (en % du total)	0,0	4,0	2,4
Risque de change	Dettes libellées en devises extérieures (en % du total)	38,2		38,2
	Dettes extérieures en % des réserves de devises	5,9		5,9

Source : Cellule technique d'endettement

Au regard donc de ces caractéristiques de coûts et de risques, il ressort deux risques majeurs :

- une maturité moyenne du portefeuille de la dette très courte (7,5 ans) au regard du niveau actuel du stock de la dette. Cette courte maturité est principalement imputable à la composante intérieure qui a une maturité moyenne de 4,25 ans ;
- une proportion élevée de la dette à refixer dans un an (13,9%). Cette proportion est également tirée par celle de la dette intérieure qui représente 16,1% du portefeuille de la dette totale.

III- CONTEXTE MACROECONOMIQUE

Les données macroéconomiques utilisées pour la formulation de la présente SDMT sont issues du cadrage d'août 2022 du Comité de Prévision et de Conjoncture (CPC). Le contexte reste marqué par la persistance des attaques terroristes, l'accélération de l'inflation, la négociation d'un nouveau programme de Facilité élargie de crédit (FEC) avec le FMI ainsi que la suspension du pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité de l'UEMOA.

La politique économique en vigueur est marquée par la poursuite des actions de lutte contre le terrorisme et de renforcement de la cohésion sociale à travers la mise en œuvre du Plan d'Actions de la Transition (PAT).

L'activité économique connaîtrait une accélération de sa croissance sur la période 2023-2025 (+6,0%) par rapport aux trois années précédentes (+4,3%). En effet, le taux de croissance du PIB réel ressortirait à 6,2% en 2023 ; 6,0% en 2024 et 5,7% en 2025 après 4,2% en 2022.

Le cadrage macroéconomique sur la période de projection 2022-2025 se base sur les principales hypothèses suivantes :

- une production céréalière projetée en accroissement de 11,1% en 2022, de 4,8% en 2023, de 2,0% en 2024 et de 4,9% en 2025, favorisée par une bonne répartition spatio-temporelle des précipitations, une amélioration de la situation sécuritaire et une mise en œuvre efficiente des actions du Gouvernement pour accompagner le monde rural ;
- une production de coton-graine en hausse continue de 11,8% en 2022, de 8,4% en 2023 et 5,0% en 2024 ainsi qu'en 2025 ;
- une production d'or projetée à 62 653,4 kg en 2022, en baisse de 6,3%, imputable, d'une part, à l'arrêt de la production des mines de SOMITA (Taparko), RIVERSTONE (Karma) et BMC (Youga) et d'autre part, à l'entrée en production reportée des mines de NORDGOLD YIMIOUGOU (Yimiougou), de OUARE MINING COMPAGNY (Ouaré), de KALSAKA SA (Kalsaka) et de NETIANA MINING COMPAGNY (Netiana).

Pour le reste de la période de projection, la production d'or ressortirait à 72 975,0 kg en 2023, à 85 487,8 kg en 2024 et à 86 187,3 kg en 2025, en lien avec la reprise et l'entrée en production des mines ci-dessus citées. Elle prend également en compte l'entrée en production prévue des mines de SALMA MINING SA (Opor) en 2023, de KONKERA SA (Batié) et de POURA LIMITED RESOURCES (Poura) en 2024 ;

- une production de zinc attendue de 82 059,6 tonnes en 2022, en baisse de 50,7% par rapport à l'année précédente, en raison de l'arrêt de la production interne suite à l'inondation de la mine. Une reprise de la production est projetée à partir de 2023 avec 166 343,6 tonnes par an ;
- une reprise de l'exploitation du site de manganèse de Tambao attendue avec une production projetée à 500 000 tonnes en 2024 et 2025.

○ **Le secteur réel**

L'activité économique devrait enregistrer une croissance de 6,2% en 2023 sous l'impulsion des secteurs primaire (+5,0%), secondaire (+9,9%) et tertiaire (+5,3%). Cependant, ce dynamisme de l'activité économique devrait connaître un ralentissement en 2024 et 2025.

La bonne tenue de l'activité dans le primaire serait impulsée par les actions de mécanisation avec la mise à disposition d'équipements à traction animale au profit des producteurs et l'opérationnalisation de l'unité de montage de tracteurs et de motoculteurs. En outre, le secteur agricole bénéficierait des actions en vue de l'amélioration des rendements à travers le renforcement de la Centrale d'approvisionnement en intrants et matériels agricoles (CAIMA) et la mise en place d'une unité de production d'engrais minéraux à base du Phosphate naturel.

Le dynamisme du secteur secondaire serait impulsé principalement par la bonne orientation de l'industrie extractive avec l'entrée en production de nouvelles mines. En outre, le secteur tirerait profit des travaux de construction, d'installation et de finition avec la poursuite et le démarrage de grands travaux

d'entretien, de réhabilitation et d'aménagement de pistes rurales dans les treize régions, des travaux de bitumage, de réhabilitation et de renforcement de routes.

Quant au secteur tertiaire, il resterait dynamique à la faveur des performances dans les secteurs primaire et secondaire ainsi que de l'amélioration du climat des affaires.

○ **Les finances publiques**

Rapportées au PIB nominal, les recettes fiscales ressortiraient à 15,4% sur la période 2023-2025 contre 14,6% sur la période 2020-2022. L'amélioration du taux de pression fiscale sur la période serait favorisée par la poursuite de l'optimisation de la mobilisation des ressources propres à travers le renforcement des télé-procédures et la lutte contre la fraude.

Au niveau des dépenses totales hors intérêt, sur la période 2023-2025, elles ressortiraient en moyenne à 23,07% du PIB contre 24,9% sur la période 2020-2022, en lien avec le renforcement des mesures de rationalisation des charges de l'Administration. Quant aux acquisitions nettes d'actifs non financiers, elles resteraient importantes en se situant à 9,9% du PIB sur la période de projection en lien avec le niveau élevé des investissements dans le domaine de la défense et de la sécurité.

Sur la période 2023-2025, le besoin de financement ressortirait en moyenne à 6,55% du PIB contre une prévision de 10,66% en 2022, en lien avec la forte progression des dépenses sécuritaires.

○ **La balance des paiements**

Au cours des trois prochaines années (2023-2025), le solde global de la balance des paiements ressortirait excédentaire, avec un ratio annuel moyen sur le PIB de 6,81% après un niveau moyen de 6,29% sur les trois (03) années précédentes. Le solde des transactions courantes rapporté au PIB ressortirait excédentaire en moyenne de 9,35%, imputable principalement aux excédents des comptes des biens (+14,14% du PIB) et des revenus secondaires (+1,99% du PIB), les comptes des services et du revenu primaire demeurant déficitaires (respectivement -3,78% et -3,01% du PIB).

En ce qui concerne les échanges internationaux de marchandises, la balance des biens ressortirait excédentaire sur toute la période, en lien avec la progression projetée de l'activité minière. En effet, les exportations seraient en croissance et représenteraient en moyenne 30,93% du PIB sur la période. Cette progression serait imprimée par l'accroissement des expéditions de l'or non monétaire et du coton. S'agissant des importations, elles connaîtraient également une augmentation avec une part moyenne de 16,79% du PIB, portée principalement par les produits non pétroliers.

IV-SOURCES DE NOUVEAUX FINANCEMENTS

En se basant sur l'historique des financements intérieurs et les possibilités offertes par le marché financier sous régional et en se référant à la Stratégie Nationale de Coopération au Développement (SNCD) couvrant la période 2020-2025 adoptée par le Gouvernement, les sources de nouveaux financements se retrouvent aussi bien au niveau intérieur qu'extérieur.

4.1 Les perspectives de mobilisation des financements intérieurs 2023-2025

Sur la période 2023-2025 et conformément aux objectifs de développement du marché financier régional, le Gouvernement aura recours aux émissions de bons et obligations du Trésor afin de couvrir ses besoins de financement. A cet effet, les émissions de titres publics de longues maturités seront privilégiées.

Tableau 2 : Hypothèses et conditions retenues pour les émissions de titres publics

Instruments	Taux d'intérêt²	Maturité (ans)	Différé (ans)
Obligations _15 ans	6,50%	12	3
Obligations _10 ans IF	6,20%	10	9
Obligations _10 ans A	6,50%	10	2
Obligations _5 ans IF	5,70%	5	4
Bons du Trésor	4,00%	1	0

Source : Cellule technique du CNDP

4.2 Les sources potentielles de nouveaux financements

Pour pallier l'amenuisement des flux concessionnels, d'autres sources de financements extérieurs sont envisagées. Le recours à ces financements se fera en fonction de l'origine du créancier, du caractère concessionnel ou non des emprunts et des mobilisations de financements antérieurs à la période d'analyse.

Ainsi les potentielles sources de financement sont à rechercher aux niveaux multilatéral, bilatéral ainsi qu'après des banques commerciales et du marché financier régional.

❖ Au plan multilatéral :

Le fonds Africa50

Africa50 est une plateforme d'investissement créée par des gouvernements africains et la Banque africaine de développement pour combler le déficit de financement des infrastructures en Afrique. Le recours à ce fonds vise le financement des projets d'infrastructures d'envergure à fort impact, principalement dans les secteurs de l'énergie, des transports, de l'eau et de l'assainissement. Ce fonds est porté par 27 pays africains dont le Burkina Faso, la BAD et certaines banques centrales africaines.

Des contacts existent entre le Burkina et ce fonds dans la perspective du financement de certains projets de développement.

AFREXIMBANK

Elle est une institution financière panafricaine dont l'objectif est de financer et promouvoir le commerce intra et extra-africain. Les financements de l'institution sont orientés vers la réalisation de projets structurants dans les domaines de la logistique, de la transformation industrielle des produits agricoles, des énergies renouvelables et des télécommunications. Des contacts existent également entre le pays et cette institution dans la perspective du financement de certains projets de développement.

² Le taux d'intérêt de certains de ces instruments sont indicatifs et pourrait être déterminé par le marché.

Les instruments de la finance islamique

Les instruments de la finance islamique contribueraient au financement de projets à forte valeur sociale, surtout en termes de création d'emplois. Le recours à ces instruments requiert que le pays remplisse certaines conditionnalités notamment le respect des principes de la finance islamique. Des textes réglementaires y relatifs ont été pris par l'UMOA pour la mise en place de banques et des SFD dans le domaine de la finance islamique.

❖ Au plan bilatéral :

Dans le but de saisir les opportunités de financements offertes par les banques de développement et d'investissement de certains pays tels que le Brésil, la Turquie, l'Inde, la Suède, la Hollande et les Emirats arabes unis, des actions supplémentaires de renforcement des partenariats politiques et financiers avec lesdits pays seront entreprises. A cet effet, une synergie d'actions entre le Ministère en charge des finances et celui en charge des affaires étrangères permettra de mieux exploiter la base de données des partenaires au développement du Burkina Faso pour une meilleure orientation de la coopération au développement.

❖ Autres sources :

Le financement participatif ou crowdfunding

Le financement participatif ou crowdfunding est un mécanisme de collecte des ressources financières auprès du public pour assurer le financement des projets. Le recours aux financements participatifs permettrait à l'Etat de mobiliser sa population en vue de la réalisation de projets d'intérêts publics à travers leurs apports financiers, matériels et personnels. Les résultats d'études réalisées indiquent un fort potentiel de mobilisation de ressources à travers ce canal.

Le Partenariat Public Privé (PPP)

Le Gouvernement burkinabè recourt au PPP à travers la mobilisation de l'expertise et du financement du secteur privé en raison de l'amenuisement des financements concessionnels. Pour ce faire, il a fait l'option de renforcer l'attractivité des projets porteurs et matures dans les secteurs stratégiques (infrastructures, énergie, etc.) à financement sous la forme PPP dans le respect de la réglementation en matière de PPP et des orientations visant à amoindrir l'incidence financière sur le cadre macro-budgétaire. Aussi, pour améliorer la contribution des projets en PPP au développement national, une nouvelle loi portant régime juridique du PPP au Burkina Faso a été adoptée le 25 juin 2021 par l'Assemblée Nationale.

Le Fonds vert pour le climat

Le Fonds vert pour le climat (FVC) est un mécanisme financier de l'Organisation des Nations Unies, rattaché à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Les ressources du FVC constituent un effet de levier pour la réalisation de projets visant à combattre les effets du changement climatique.

En perspective, l'approbation du Programme Pays du Burkina Faso par le Fonds vert pour le climat devrait permettre de renforcer les interventions de l'institution qui accompagne et intervient dans le financement de projets d'énergie renouvelables en cours au niveau national.

Les obligations vertes, socialement responsables et durables

Les obligations vertes, socialement responsables et durables sont des obligations émises sur le marché financier régional ou international dont le produit est destiné exclusivement au financement ou au refinancement, total ou partiel, de nouveaux projets ou projets existants ayant des impacts environnementaux et sociaux positifs et identifiés lors de l'émission. Le produit de l'émission est labélisé « obligation verte », « obligation socialement responsable » ou « obligation durable ».

Ces obligations présentent les mêmes caractéristiques que les obligations classiques, en termes de structuration financière.

Diaspora bonds

L'implication de la diaspora autour des actions nationales de développement devra permettre de mobiliser des ressources financières pour le financement de projets d'investissements structurants. Il s'agira d'émettre des obligations du Trésor réservées à la diaspora pour financer des projets de développement.

En plus des différentes sources potentielles de financement ci-dessus énumérées, des mécanismes de facilitation des investissements et de couverture des risques existent. Parmi ces facilités, on peut citer l'Agence pour l'Assurance du Commerce en Afrique (ACA) et l'African Risk Capacity (ARC).

L'Agence pour l'Assurance du Commerce en Afrique (ACA)

L'Agence pour l'Assurance du Commerce en Afrique (ACA) est une institution multilatérale créée en 2000 avec le soutien technique et financier de la Banque Mondiale. Elle a pour but d'accompagner les pays membres dans l'accroissement des flux commerciaux et de soutenir l'attractivité des Investissements Directs à l'Etrangers (IDE), en réduisant les coûts d'investissement.

L'ACA offre trois (03) types de garanties qui sont :

- l'Assurance-crédit qui protège contre les risques de défaut de paiement et permet d'accéder aux financements à de meilleures conditions ;
- l'Assurance du risque politique qui permet de protéger les investissements (projets, biens et contrats) contre toutes mesures arbitraires ou contre toutes actions ou inactions du gouvernement qui causeraient des dommages, une perte financière ou une interruption d'activité dans un pays membre. Elle couvre également toute perte subie à la suite d'une guerre ou de troubles civils ;
- l'Assurance contre les actes de violence politique, de terrorisme et de sabotage qui protège contre les pertes financières résultant directement de ces actes.

L'achèvement du processus d'adhésion du pays à l'institution qui est en cours permettra de disposer d'un levier stratégique pour capter des ressources financières.

L'African Risk Capacity (ARC)

Le groupe African Risk Capacity (ARC) est une agence spécialisée de l'Union africaine créée pour aider les gouvernements africains à améliorer leurs capacités à mieux planifier, préparer et répondre aux événements climatiques extrêmes et aux catastrophes naturelles. Grâce à la collaboration et à des financements innovants, le Groupe ARC permet aux pays de renforcer leurs systèmes de gestion des risques de catastrophes et d'accéder à des financements rapides et prévisibles en cas de catastrophe, afin de protéger la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance de leurs populations vulnérables.

V- AXES DE LA STRATEGIE DE GESTION DE LA DETTE

5.1 Hypotheses

La formulation de la SDMT se fonde sur quinze (15) instruments stylisés de financement dont sept (07) comme potentielles sources extérieures et huit (08) dédiées aux sources internes de financement.

5.1.1 *Hypothèses relatives aux instruments*

A partir du portefeuille de la dette existante, les prêts ont été regroupés en instruments de dette extérieure et intérieure.

Les instruments de dette extérieure comprennent :

- **Les prêts hautement concessionnels** : ces prêts sont mobilisés auprès de l'IDA, du FIDA, du FAD et du Japon. Un taux d'intérêt fixe de 0,75% par an a été associé à ce groupe de prêts qui ont des maturités et un différé minimum respectifs de trente-huit (38) ans et six (06) ans.
- **Les prêts concessionnels** : ces financements sont libellés principalement en euro et en dollar américain.
 - Les financements concessionnels libellés en euro sont des prêts bilatéraux de gouvernements européens et ceux effectués auprès de la BEI. Les conditions de financement représentatives de prêts libellés en euro sont d'une maturité de vingt (20) ans dont un délai de grâce de cinq (05) ans et un taux d'intérêt fixe d'environ 2% l'an.
 - Les financements libellés en dollar sont mobilisés auprès de banques de développement telles que la BID, la BADEA et la BIDD à une maturité de vingt-cinq (25) ans assorti d'un différé de cinq (05) ans et d'un taux d'intérêt fixe d'environ 2% l'an.
- **Les prêts commerciaux à taux variable**: ces prêts libellés en euro et en dollar sont assortis d'une maturité de 12 ans dont 03 ans de différé et un taux d'intérêt estimé à 5,50% l'an.

Quant à la dette intérieure, elle a été regroupée en trois instruments stylisés suivants :

- **Les instruments de marché** : ils sont constitués de bons et d'obligations du Trésor. Les obligations du Trésor sont assorties d'une maturité allant de 03 ans à 15 ans. Quant aux bons du Trésor, leurs maturités sont de 3, 6 et 12 mois ;
- **Les concessionnels CFA** : ce sont des prêts mobilisés auprès de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) en franc CFA à un taux d'intérêt fixe de 3,5% l'an avec une maturité de quinze (15) ans assortie d'un différé de cinq (05) ans ;
- **L'instrument FMI-CFA** : il est constitué des appuis budgétaires dans le cadre du programme économique et financier et des droits de tirages spéciaux (DTS). Cet instrument est assorti d'une charge financière de 0,25% l'an, d'une maturité de dix (10) ans dont cinq (05) ans de différé.

L'identification de ces deux derniers instruments se justifie d'une part, par le choix de la monnaie comme critère d'analyse et d'autre part, par le fait que les ressources du FMI sont décaissées en CFA par l'intermédiaire de la BCEAO.

5.1.2 Hypothèses relatives aux variables de marché

Le scénario de référence suppose une stabilité du taux de change du FCFA avec le dollar américain sur la période 2023-2025. L'Euro conservera également sa parité avec le FCFA.

Les taux d'intérêt des prêts concessionnels resteront constants dans le scénario de référence. Par ailleurs, au regard des discussions en cours, les prêts non concessionnels à taux variable vers lesquels pourrait s'orienter l'endettement futur sont assortis d'un taux d'intérêt de 5,5% par an sur la période.

Tableau 3 : Hypothèses sur les taux d'intérêt

Instrument	Taux	Devise	2022	2023	2024	2025
IDA_EUR	Fix	EUR_2	0,75%	0,75%	0,75%	0,75%
IDA_USD	Fix	USD_3	0,75%	0,75%	0,75%	0,75%
CONC_EUR	Fix	EUR_4	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
CONC_USD	Fix	USD_5	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%
NCONC_EUR	Var	EUR_6	5,50%	5,50%	5,50%	5,50%
NCONC_USD	Var	USD_7	5,50%	5,50%	5,50%	5,50%
EUROBOND_EUR	Fix	EUR_8	8,00%	8,00%	8,00%	8,00%
FMI_CFA	Fix	XOF_9	0,25%	0,25%	0,25%	0,25%
CONC_CFA	Fix	XOF_10	3,50%	3,50%	3,50%	3,50%
MARCHE_CFA_1	T-bills	XOF_11	4,00%	4,00%	4,00%	4,00%
MARCHE_CFA_5 IF	Fix	XOF_12	5,70%	5,70%	5,70%	5,70%
MARCHE_CFA_10 IF	Fix	XOF_13	6,20%	6,20%	6,20%	6,20%
MARCHE_CFA_10 A	Fix	XOF_14	6,50%	6,50%	6,50%	6,50%
MARCHE_CFA_15	Fix	XOF_15	6,50%	6,50%	6,50%	6,50%
Emprunts Directs_CFA	Fix	XOF_16	6,00%	6,00%	6,00%	6,00%

Source : Cellule technique d'endettement

5.1.3 Hypothèses relatives aux chocs

Pour tester la robustesse des stratégies alternatives de financement, quatre chocs ont été simulés. Ces chocs reflètent des risques pour la gestion de la dette et génèrent des écarts négatifs par rapport au scénario de référence. Ils se présentent comme suit :

- **Choc 1 :** une dépréciation de 10% du FCFA par rapport au dollar en 2023 ;
- **Choc 2 :** une combinaison d'une hausse de 300 points de base sur les taux d'intérêt des instruments non concessionnels et de 100 points de base sur les taux d'intérêt des instruments du marché sous régional ;
- **Choc 3 :** un choc extrême simulant une hausse de 500 points de base sur sur les taux d'intérêt des instruments non concessionnels et de 200 points de base sur ceux des instruments du marché sous régional ;
- **Choc 4 :** une dépréciation de 30% du FCFA par rapport au dollar.

5.2 Discussion des stratégies

Pour combler le besoin de financement à moindre coût et atténuer les risques majeurs du portefeuille de la dette existante, quatre stratégies ont été définies afin d'évaluer l'impact du choix de financement sur la période 2023-2025. Il s'agit de :

- **Stratégie (S1) :** c'est la stratégie en cours, c'est-à-dire une répartition de la dette publique en financement extérieur (12%) et en financement intérieur (88%), en maintenant les mêmes proportions des instruments de la dette existante. Elle implique la poursuite du recours à l'endettement intérieur pour pallier l'insuffisance des ressources concessionnelles extérieures. Les instruments de dette intérieure à longue maturité sont privilégiés ;
- **Stratégie (S2) :** elle privilégie un rallongement de la maturité de la dette intérieure sur toute la période de la stratégie, à travers des émissions de titres de longues maturités sur le marché régional ;
- **Stratégie (S3) :** elle envisage un rallongement des maturités de la dette intérieure par des emprunts extérieurs non concessionnels de long terme, de préférence en euro d'un montant cumulé de 900 millions d'euros en 2023, en vue de racheter une partie de la dette intérieure et de financer une partie du PAT ;
- **Stratégie (S4) :** elle simule une combinaison des stratégies S2 et S3.

5.2.1 Cibles visées et indicateurs de référence

Dans le but d'amoindrir la pression sur la trésorerie de l'Etat à travers l'amélioration de la maturité moyenne du portefeuille de la dette intérieure et la réduction de la part de la dette arrivant à échéance dans l'année, les cibles stratégiques quantitatives suivantes sont visées :

- la maturité moyenne du portefeuille de la dette intérieure est portée de 4,2 ans à 5 ans ;
- la proportion de la dette intérieure à refixer dans l'année est réduite de 16,1% à 12%.

5.2.2 Résultat des analyses des stratégies alternatives

Les quatre stratégies définies ont été testées à l'aide de l'outil SDMT afin d'évaluer l'impact des choix de financement sur la période 2023-2025. Les résultats du test de chaque stratégie ont été évalués sous un scénario de référence et un scénario de choc. Les trois indicateurs (le ratio dette/PIB, le ratio paiement des intérêts/PIB et le ratio paiement des intérêts/recettes) permettent de déterminer la manière dont les stratégies réagissent aux chocs.

L'évaluation de ces stratégies a abouti aux résultats indiqués dans le tableau 6 ci-après :

Tableau 4 : Indicateur de coût et de risque

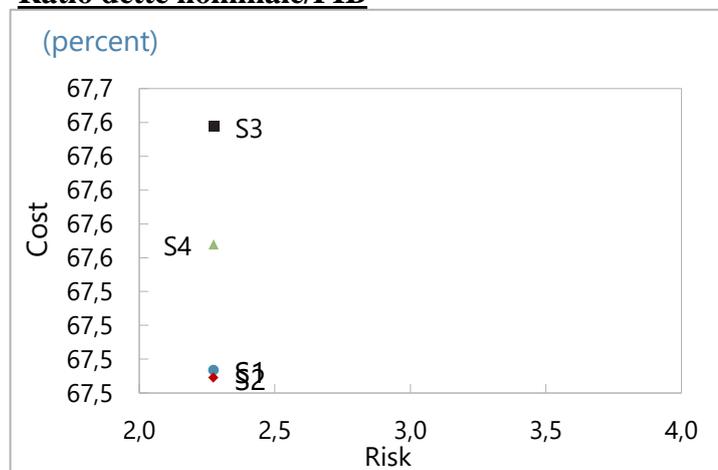
Indicateurs de risques		2022	A fin 2025			
			S1	S2	S3	S4
Dette nominale en % du PIB		59,7	67,5	67,5	67,6	67,6
Valeur actuelle de la dette en % du PIB		51,7	60,1	60,2	59,9	60,0
Coût de la dette	Intérêts en % du PIB	2,3	2,8	2,8	2,7	2,7
	Taux d'intérêt moyen en %	3,9	4,4	4,4	4,3	4,4

Indicateurs de risques		2022	A fin 2025			
			S1	S2	S3	S4
Risque de refinancement	Dettes échéant dans 1 an (en % dette totale)	11,2	10,8	10,5	9,4	9,0
	Dettes échéant dans 1 an (% du PIB)	6,8	7,3	7,1	6,3	6,1
	Maturité moyenne de la dette extérieure (années)	12,6	12,8	12,7	11,0	11,5
	Maturité moyenne de la dette intérieure (années)	4,3	4,6	4,8	4,4	4,9
	Maturité moyenne de la dette totale (années)	7,5	7,2	7,2	7,5	7,5
Risque de taux d'intérêt	Temps moyen de refixation du taux d'intérêt (en années)	7,4	7,1	7,2	6,6	7,0
	Dettes à refixer dans un an (en % du total)	13,9	12,0	11,9	24,3	19,1
	Dettes à taux fixe (en % du total)	97,1	98,4	98,2	84,7	89,6
	Bons du Trésor (en % du total)	2,4	1,5	1,2	0,7	0,4
Risque de change	Dettes libellées en devises extérieures (en % du total)	38,2	31,0	30,9	45,8	40,3
	Dettes extérieures en % des réserves de devises	5,9	6,6	6,6	6,6	6,6

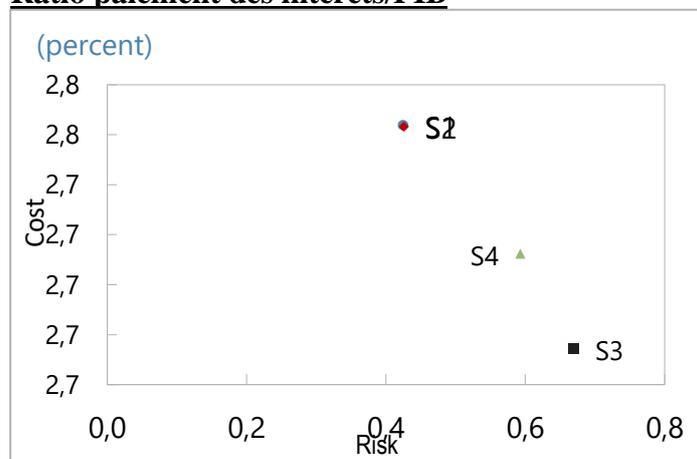
Les résultats des tests de sensibilité effectués sur les indicateurs de coût et de risque entre les scénarios de base et de choc ont été illustrés par les graphiques ci-dessous.

Graphique 7: Stratégies en fonction des critères d'évaluation

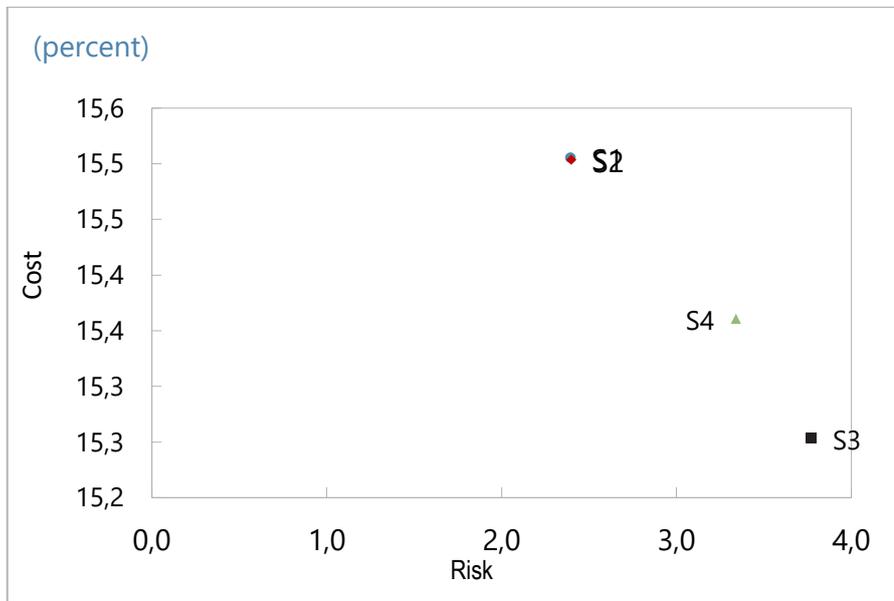
Ratio dette nominale/PIB



Ratio paiement des intérêts/PIB



Ratio paiement des intérêts/recettes budgétaires



Sur la base des projections de la situation de la dette publique à fin 2022 et des données macroéconomiques, l'analyse des principaux indicateurs de coûts et risques liés au portefeuille de la dette publique à fin 2025 pour les 4 stratégies formulées se présente comme suit :

Indicateurs de coût :

En tenant compte du taux d'intérêt moyen pondéré, toutes les stratégies présentent un coût relativement élevé par rapport à la situation de référence.

Indicateurs de risque :

La maturité moyenne du portefeuille de la dette augmente pour toutes les stratégies par rapport à la situation de référence. La composante intérieure de ce portefeuille suit la même évolution avec un niveau plus élevé pour S4. La proportion de la dette arrivant à échéance dans 1 an est en diminution pour l'ensemble des stratégies avec une proportion plus faible pour la stratégie S4.

En définitive, l'orientation vers la stratégie **S4** permettrait au mieux de mitiger les risques majeurs auxquels le portefeuille actuel est confronté, notamment la maturité moyenne de la dette intérieure qui ressort très courte et la proportion importante de la dette arrivant à échéance dans 1 an. En effet, la stratégie S4 présenterait le meilleur compromis coût-risque et l'amélioration des indicateurs de risque par rapport à la stratégie actuelle. Aussi, elle se rapproche le plus des cibles fixées.

Ainsi, la structure de la dette publique du Burkina Faso à l'horizon 2025 devrait se présenter comme suit :

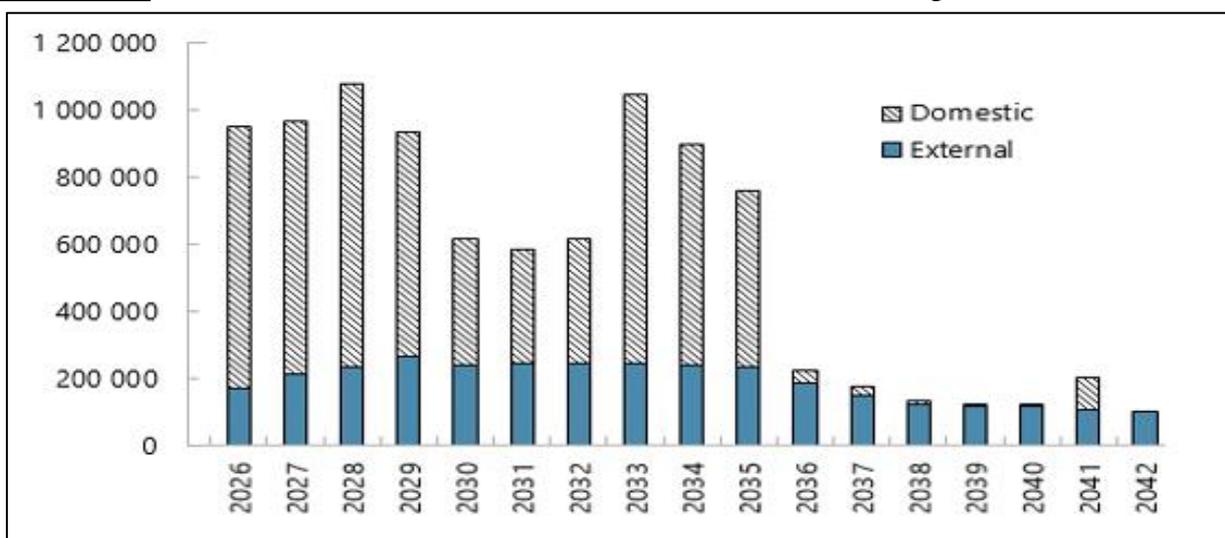
Tableau 5: Indicateurs de coût et de risque en 2022 et en 2025

Indicateurs de risques		Dettes totale 2022	Dettes totale 2025
Encours en millions de FCFA		7 255 157,83	10 505 766
Encours en millions de dollar US		11 356,65	14 205,72
Encours en % du PIB		59,7	67,6
Valeur actuelle de la dette en % du PIB		51,7	60,0
Coût de la dette	Intérêts en % du PIB	2,3	2,7
	Taux d'intérêt moyen en %	3,9	4,4
Risques de refinancement	Dettes échéant dans 1 an (en % dette totale)	11,2	9,0
	Dettes échéant dans 1 an (% du PIB)	6,8	6,1
	Maturité moyenne de la dette extérieure (années)	12,6	11,5
	Maturité moyenne de la dette intérieure (années)	4,3	4,9
	Maturité moyenne de la dette totale (années)	7,5	7,5
Risques de taux d'intérêt	Temps moyen de refixation du taux d'intérêt (en années)	7,4	7,0
	Dettes à refixer dans un an (en % du total)	13,9	19,1
	Dettes à taux fixe (en % du total)	97,1	89,6
	Bons du Trésor (en % du total)	2,4	0,4
Risques de change	Dettes libellées en devises extérieures (en % du total)	38,2	40,3
	Dettes extérieures en % des réserves de devises	5,9	6,6

Source : Cellule technique d'endettement

Le profil de remboursement se présentera ainsi qu'il suit à partir de 2026.

Graphique 8: Profil de remboursement de la dette en fonction de la stratégie S4



Source : Cellule technique d'endettement

5.3 Orientation de la stratégie

Cette stratégie devra permettre au Burkina Faso de pourvoir au financement des investissements pour booster son développement économique et social. Sa principale cible reste la maîtrise des coûts et des risques d'endettement, notamment en rallongeant la maturité moyenne du portefeuille de la dette et en contenant le taux d'endettement public dans des proportions acceptables.

Les principaux axes de la stratégie se résument comme suit :

- **maintenir le recours aux ressources concessionnelles** pour le financement des besoins de l'économie. Les financements extérieurs libellés en euro seront privilégiés au regard du risque de change peu élevé qu'ils présentent ;
- **recourir à des emprunts de ressources extérieures non concessionnelles libellées en euro** pour le financement des investissements identifiés dans le PAT;
- **rallonger les maturités des instruments du marché intérieur**. Ce choix se justifie également par la nécessité d'améliorer la maturité moyenne du portefeuille de la dette intérieure.

VI- PLAN ANNUEL DE FINANCEMENT 2023

Le plan annuel de financement 2023 découle de la stratégie retenue et du besoin de financement estimé à 2 218,02 milliards FCFA pour la même année. Il fait ressortir d'une part, le besoin de financement de l'Etat et d'autre part, les instruments à utiliser pour couvrir ce besoin en cohérence avec leurs caractéristiques de coût et de risques en vue d'atteindre les objectifs fixés à l'horizon 2025.

La mise en œuvre de la stratégie retenue sera marquée par une certaine flexibilité. Ainsi, le plan annuel de financement devra s'adapter à l'évolution de la situation économique et financière, de sorte que les besoins de financement soient satisfaits à tout moment.

6.1 BESOIN DE FINANCEMENT 2023

Le besoin de financement en 2023 a été estimé à 2 218,02 milliards de FCFA décomposé en :

- déficit primaire³ : 1 107,18 milliards de FCFA ;
- paiement des intérêts de la dette : 284,36 milliards de FCFA ;
- amortissement du principal : 826,48 milliards de FCFA.

6.2 FINANCEMENT DU DEFICIT

En rappel, en combinant les caractéristiques de coûts et de risques, les instruments suivants ont été formulés.

³ Ce déficit prend en compte d'autres dépenses telles que les passifs éventuels (garanties,...) et les prévisions de nouvelles dépenses sécuritaires.

Tableau 6: Description des instruments de financement

Instruments / Groupes d'instruments	Description
HAUTEMENT CONCESSIONNEL	Instruments hautement concessionnels provenant de l'IDA, du FAD, du FIDA et du Japon (en Euro et Dollar US)
CONCESSIONNEL	Instruments moyennement concessionnels en Euro et Dollar US
NON-CONCESSIONNEL	Instruments non concessionnels à taux variable en Euro et Dollar US
NON MARCHE	Financements en FCFA du Fonds Monétaire International, de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et des emprunts contractés auprès des Banques commerciales locales et des institutions non financières
MARCHE_CFA_15	Obligations du Trésor de maturité 12 à 15 ans
MARCHE_CFA_10_IF	Obligations du Trésor de maturité 7 et 10 ans à remboursement in fine
MARCHE_CFA_10_A	Obligations du Trésor de maturité 7 à 10 ans amortissables
MARCHE_CFA_5_IF	Obligations du Trésor de maturité 3 et 5 ans à remboursement in fine
MARCHE_CFA_1	Bons du Trésor à maturité comprise entre 3 et 12 mois

L'endettement du Burkina Faso en 2023 devrait se faire en fonction des instruments ci-dessus énumérés.

En considérant les caractéristiques de ces instruments, le montant total à mobiliser en 2023 sous forme de dette, à titre indicatif, est réparti ainsi qu'il suit :

Tableau 7: Ventilation des ressources à mobiliser

BESOINS DE FINANCEMENTS		Montant (millions FCFA)		Part en %
FINANCEMENT EXTERIEUR	HAUTEMENT CONCESSIONNEL	166 351		7
	CONCESSIONNEL	79 849		4
	NON CONCESSIONNEL	419 205		19
FINANCEMENT INTERIEUR	MARCHE	MARCHE_CFA_15	186 313	8
		MARCHE_CFA_10 A	310 522	14
		MARCHE_CFA_10 IF	589 992	27
		MARCHE_CFA_5 IF	124 209	6
		MARCHE_CFA_1	85 394	4
	NON MARCHE	Banques locales, BOAD et FMI	256 181	11
TOTAL		2 218 017		100%

Ainsi, le plafond d'endettement pour l'année 2023 est fixé à **2 218,017 milliards FCFA** dont **665 404,95 milliards de FCFA (30%)** au titre de la dette extérieure et **1 552,61 milliards FCFA (70%)** au titre de la dette intérieure.

CONCLUSION

Le présent document de Stratégie de Gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT) servira de référentiel en matière de gestion de la dette. Cette stratégie fera l'objet d'une revue annuelle prenant en compte les perspectives d'évolutions macroéconomiques pouvant influencer la gestion de la dette publique afin de s'assurer que les objectifs et les cibles visés sont toujours envisageables. Elle sera annexée au projet de loi de finances initiale 2023 qui sera soumis à l'Assemblée Nationale pour adoption avant d'être publiée sur le site web du Ministère en charge des finances et ceux de certaines de ses structures. Le plan annuel de financement 2023, élaboré dans le cadre de la mise en œuvre de la SDMT, fera l'objet d'un suivi à travers l'élaboration de rapports à mi-parcours et de mise en œuvre qui seront publiés sur le site web du Ministère en charge des finances et ceux de certaines de ses structures.

Par ailleurs, des actions seront entreprises en vue d'optimiser la gestion de la dette en lien avec les réformes structurelles engagées pour assainir les finances publiques. A ce titre, il est retenu :

- l'établissement d'une meilleure synergie entre le ministère en charge des affaires étrangères et celui en charge des finances dans le but d'optimiser les prospections de nouvelles sources de financement auprès des partenaires techniques et financiers ;
- la rationalisation du choix des investissements et une meilleure préparation des projets de développement (qualité technique des dossiers et programmation physique et financière) afin de garantir un meilleur taux d'absorption des ressources issues des prêts ;
- la poursuite d'actions de mobilisation des ressources internes en privilégiant l'émission de titres publics de longues maturités ;
- la poursuite de l'adoption des textes d'application de la loi portant régime juridique des Partenariats Publics-Privés (PPP) ;
- la poursuite d'actions de prospection au cours de 2023 devant permettre la mobilisation de ressources à travers les nouvelles sources potentielles notamment le crowdfunding et les diaspora bonds au regard de la souplesse de leurs conditions de mobilisation (délais relativement courts, forte chance de réussite de l'opération) ;
- la prise diligente d'actions pour une appropriation de la présente SDMT par les différents acteurs chargés de la mobilisation des ressources.

Liste des tableaux

<i>Tableau 1: Indicateurs des coûts et risques de la dette existante à fin 2022</i>	10
<i>Tableau 2 : Hypothèses et conditions retenues pour les émissions de titres publics</i>	13
<i>Tableau 3 : Hypothèses sur les taux d'intérêt</i>	17
<i>Tableau 4 : Indicateur de coût et de risque</i>	18
<i>Tableau 5: Indicateurs de coût et de risque en 2022 et en 2025</i>	21
<i>Tableau 6: Description des instruments de financement</i>	23
<i>Tableau 7: Ventilation des ressources à mobiliser</i>	23

Liste des graphiques

<i>Graphique 1:: Evolution de l'encours de la dette publique de 2012 à 2022 (en milliards FCFA)</i>	5
<i>Graphique 2: Composition de la dette publique à fin décembre 2021 et fin décembre 2022</i>	6
<i>Graphique 3: Dette publique sur PIB à fin décembre 2021 et 2022</i>	7
<i>Graphique 4: Proportion de la dette libellée en devises à fin décembre 2022</i>	7
<i>Graphique 5: Evolution du service de la dette publique de 2012 à 2022 (en milliards FCFA)</i>	8
<i>Graphique 6: Profil de remboursement de la dette à fin 2022 (en millions de FCFA)</i>	9
<i>Graphique 7: Stratégies en fonction des critères d'évaluation</i>	19
<i>Graphique 8: Profil de remboursement de la dette en fonction de la stratégie S4</i>	21

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	4
I- <u>OBJECTIFS DE LA GESTION DE LA DETTE ET CHAMP D'APPLICATION DE LA STRATEGIE DE GESTION DE LA DETTE A MOYEN TERME 2023-2025</u>	4
II- <u>DESCRIPTION ET ANALYSE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE EXISTANTE</u>	5
3.1. Encours de la dette publique par source de financement	5
3.2. Structure du portefeuille de la dette publique par devises en 2022	7
3.3. Evolution du service de la dette publique	8
3.4. Profil de remboursement	8
3.5. Analyse des coûts et risques du portefeuille de la dette publique à fin decembre 2022	9
III- <u>CONTEXTE MACROECONOMIQUE.....</u>	10
IV- <u>SOURCES DE NOUVEAUX FINANCEMENTS.....</u>	12
4.1 Les perspectives de mobilisation des financements intérieurs 2023-2025	12
4.2 Les sources potentielles de nouveaux financements	13
V- <u>AXES DE LA STRATEGIE DE GESTION DE LA DETTE</u>	16
5.1 Hypotheses.....	16
5.1.1 <i>Hypothèses relatives aux instruments</i>	16
5.1.2 <i>Hypothèses relatives aux variables de marché</i>	17
5.1.3 <i>Hypothèses relatives aux chocs</i>	17
5.2 Discussion des strategies	18
5.2.1 Cibles visées et indicateurs de référence.....	18
5.2.2 Résultat des analyses des stratégies alternatives.....	18
5.3 Orientation de la strategie	22
VI- <u>PLAN ANNUEL DE FINANCEMENT 2023</u>	22
6.1 BESOIN DE FINANCEMENT 2023	22
6.2 FINANCEMENT DU DEFICIT	22
<u>CONCLUSION</u>	24